

Démocratie intercommunale : ce qui va changer



**L'intercommunalité se développe
mais il faut que les citoyens sachent
comment cela fonctionne.**

**A partir des prochaines élections
municipales, les règles changent :
la démocratie et la transparence
dans le fonctionnement
des intercommunalités
devraient y gagner.**

Chacon le voit bien : le poids de l'intercommunalité grandit dans la gestion des affaires publiques. Cette évolution est nécessaire car elle permet d'appréhender les problèmes à une échelle plus large que celles des communes et accroît l'efficacité de l'action publique. Encore faut-il que les citoyens s'y retrouvent et puissent peser sur les choix des intercommunalités.

Election des conseillers communautaires : mode d'emploi

Si aujourd'hui, les conseillers qui siègent à Val de France sont des élus municipaux qui sont désignés par les conseils municipaux des villes, tout va changer à partir des prochaines élections municipales, celles qui auront lieu en mars 2014.

Les conseillers communautaires seront en effet élus comme les conseillers municipaux, par les électeurs. Il y aura deux listes sur le même bulletin de vote : une liste pour élire les conseillers municipaux, une liste pour élire les conseillers de l'agglomération. Mais seuls les candidats figurant sur la liste pour les municipales pourront figurer sur la liste pour l'agglomération. La loi prévoit que pour être élu au conseil de la communauté d'agglomération il faut en effet être élu au conseil municipal.

Le vote se fera à la proportionnelle selon le même système que celui de l'élection municipale, ce qui signifie que les minorités politiques des villes pourront être représentées au conseil communautaire. Les listes pour l'élection au conseil municipal comme celles déposées pour l'élec-

tion communautaire devront être paritaires et comporter autant de femmes que d'hommes.

Représentation des villes dans l'intercommunalité : de nouvelles règles

Les communes actuellement membres de Val de France et celles qui le seront dès le 1er janvier prochain sont actuellement appelées à délibérer sur la représentation de chacune des villes au sein du futur conseil communautaire, celui qui sera mis en place après les élections municipales de 2014. La loi impose logiquement de prendre en compte l'importance démographique des communes adhérentes mais prévoit certains ajustements afin de permettre une bonne représentation de chacun, notamment des communes les moins peuplées.

La représentation au sein du futur conseil communautaire pourrait être la suivante : Arnouville (13 538 habitants) : 5 sièges
Bonneuil-en-France (713 habitants) : 2 sièges
Garges-lès-Gonesse (40 012 habitants) : 15 sièges
Gonesse (26 356 habitants) : 10 sièges
Sarcelles (58 614 habitants) : 21 sièges
Villiers-le-Bel (26 736 habitants) : 10 sièges
Au total, le conseil compterait 63 conseillers.

